Prôner la participation, chercher la distinction

Petite bourgeoisie culturelle et innovation politique

Encouraging participation, seeking distinction: Political innovation and the cultural middle class

Mario Bilella

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesrurales/17233>

DOI : 10.4000/etudesrurales.17233

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2019

Pagination : 146-167

ISBN : 978-2-7132-2789-9

Référence électronique

Mario Bilella, « Prôner la participation, chercher la distinction », *Études rurales* [En ligne], 204 | 2019, mis en ligne le 02 janvier 2022, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/17233> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.17233>

Point de de vue sur la vallée où se trouve Simans.
Photo : M. Bilella.

Prôner la participation, chercher la distinction

Petite bourgeoisie culturelle et innovation politique

Deux dérives du fonctionnement traditionnel d'une mairie ont été identifiées, surtout dans les petites communes: d'une part, l'accaparement du pouvoir par le maire et ses adjoints, et d'autre part la faible participation des habitants, sollicités souvent seulement une fois tous les six ans. Pour éviter ces dérives, un fonctionnement "autrement" est proposé. Il repose sur deux piliers, la collégialité au sein de la municipalité et la participation des habitants. [Document de présentation de l'équipe municipale de Simans élue en 2014]

En 2014 une liste collégiale et participative, intitulée «Autrement pour Simans»¹, remporte l'élection municipale dans ce village de 1 200 habitants situé à proximité de la vallée du Rhône. Cette victoire électorale fait rapidement l'objet d'un engouement médiatique mettant en avant ses ambitions démocratiques et sa volonté de faire de la politique autrement. Le village serait devenu «un laboratoire de la démocratie» au sein duquel «les habitants ont tous été élus au premier tour»². Des innovations ont, en effet, été introduites pendant la campagne puisqu'elle s'est déroulée sans tête de liste, sans programme initial et ouverte à tout candidat. Deux réunions publiques, animées selon des méthodes d'éducation populaire, ont été organisées pour construire le programme et la liste. Une fois élue, l'équipe municipale continue d'innover: elle met en place un fonctionnement qui repose sur trois principes: la collégialité, la participation des habitants et la transparence. Le nouveau maire rompt avec certaines façons de faire et d'être de ses prédécesseurs et innove dans sa prise de rôle. Il délègue de nombreuses compétences aux élus et partage les fonctions de représentation. Différents dispositifs sont imaginés et mis en œuvre pour faire participer les habitants.

Dans les mondes ruraux, comme ailleurs, les formes prises par les luttes politiques sont déterminées par les appartenances sociales de ceux qui y prennent part. Nous proposons donc de lire cette innovation à l'aune

1. Les noms de lieux et de personnes ont été modifiés, afin de respecter l'anonymat des enquêtés.

2. Extraits de titres d'articles de presse nationale.

des propriétés sociales de ceux qui la portent, mais aussi de ceux qui s'y opposent. Les valeurs ici véhiculées concordent avec les croyances politiques caractéristiques de certaines classes moyennes : « déni de la hiérarchie » et « euphémisation de la conflictualité du social » [Bidou 1984]. Elles trouvent dans cette configuration singulière une possibilité de réalisation et de mise en pratique qui fonde l'intérêt de notre cas. Nous montrons qu'en pratique cette innovation politique peut être comprise comme un processus d'affirmation et de distinction d'une petite bourgeoisie culturelle. En tant que telle, elle est porteuse d'une distance sociale avec les classes populaires qu'elle contribue à maintenir, voire à renforcer.

Nous nous appuyons sur une enquête de terrain menée entre 2015 et 2019, débutée moins d'un an après la victoire électorale. Nous avons vécu chez deux habitantes du village pendant une période de sept mois. Notre participation à de nombreuses activités locales parfois en tant qu'observateur, parfois en tant que participant (chasse, pingpong, football, boule, pétanque, chantiers collectifs, théâtre, peinture, paroisse...) a permis l'accumulation de nombreuses données ethnographiques³ à différents moments de la mandature. Elle a permis d'observer la prise de rôle du nouveau maire dans une pluralité de contextes (conseil municipal, intercommunal, dispositifs participatifs, fêtes, réunions publiques, vœux...) et de réaliser des entretiens réitérés avec celui-ci. Une quarantaine d'entretiens ont aussi été menés avec l'intégralité des élus municipaux, d'anciens maires et élus, des membres de l'entourage de l'équipe municipale, des habitants et des élus communautaires. Par ailleurs, notre corpus comprend des productions médiatiques, des supports de communication institutionnelle et de la documentation (archives, statistiques locales). Ce travail s'inscrit à la suite d'autres travaux prenant pour objet des innovations politiques [Guionnet 2005]. Le niveau municipal constitue à ce titre un espace propice : il est à la fois le niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, le plus concret du point de vue des enjeux et – dans le cas des petites communes – le moins professionnalisé. Il a ainsi été le lieu de différentes tentatives de promotion de la participation citoyenne. Cependant, même à ce niveau de gouvernement et indépendamment des ambitions démocratiques affichées, de nombreux travaux constatent que ces tentatives se heurtent à la persistance des logiques de spécialisation et de délégation propres à la (semi) professionnalisation des activités politiques. L'enquête montre que,

3. Les réactions à notre rencontre ont été diverses : si la majorité de l'équipe municipale a été accueillante, d'autres – notamment les opposants – ont pu l'être beaucoup moins. La présence du chercheur n'est en effet pas neutre et tend à légitimer l'équipe en place puisqu'elle atteste d'un intérêt de l'institution universitaire. À cela, il faudrait ajouter la familiarité qui résulte de propriétés partagées avec certains de nos enquêtés, notamment notre appartenance commune à la petite bourgeoisie culturelle. Cependant, l'insertion dans des réseaux variés et notre présence longue sur le terrain nous ont permis d'accéder à certains opposants et à des membres des classes populaires.

s'ils n'ont jamais été élus, les entrepreneurs de changement ne sont pas pour autant dépourvus de ressources pour faire leur entrée en politique. Plus que de l'avènement de « profanes », il s'agit avant tout de l'avènement sur la scène politique municipale d'une petite bourgeoisie culturelle, en partie sensible à l'impératif participatif.

Ce travail s'inscrit donc aussi dans le renouvellement récent des études sur la petite bourgeoisie rurale [Bruneau et Renahy 2012 ; Paranthoën 2013]. Elles traitent des pratiques de consommation et des luttes dans l'espace politique local en montrant en quoi cette petite bourgeoisie y trouve des opportunités de distinction. Nous faisons ici le même constat à propos de la campagne électorale et de la mise en place d'une « gouvernance collégiale et participative »⁴. Plus spécifiquement, nous nous penchons sur le rôle de la « petite bourgeoisie nouvelle » [Bourdieu 1979] ou « culturelle » [Bruneau et Renahy *op. cit.*] dans les transformations du pouvoir politique en milieu rural [Léger et Hervieu 1979]. L'apport migratoire de ces catégories sociales est important, ce qui exacerbe les luttes entre les fractions de la petite bourgeoisie rurale. Cette spécificité par rapport aux terrains précités permet d'apporter des éléments de réponse sur les conséquences politiques de phénomènes que certains auteurs se proposent d'appeler « gentrification rurale ». En mettant la focale sur le pôle culturel des catégories médianes de la structure sociale, ce travail prolonge les analyses sur la démonétisation du capital d'autochtonie dans différents domaines de la vie sociale [Retière 2003 ; Renahy 2010]. En politique, cette dévaluation découle d'une technicisation croissante de la vie politique locale et donc des transformations des ressources nécessaires pour y prendre part [Vignon 2016]. L'idéal participatif, tel que mis en œuvre ici, n'inverse pas cette tendance lourde, voire la confirme à la fois dans les logiques de sélection du personnel politique et dans les modalités d'expression et de prise en compte des demandes sociales par le politique.

Une petite bourgeoisie culturelle sensible à l'impératif participatif

Il s'agit ici de se pencher sur les conditions de possibilité de l'innovation politique municipale étudiée. Sous l'effet des transformations socio-démographiques et économiques, la petite bourgeoisie culturelle va peu à peu prendre une place centrale dans l'espace social local et s'affirmer sur la scène politique. C'est principalement des membres de celle-ci qui vont contester les autorités politiques locales et contribuer à faire advenir cet « autrement »⁵.

4. Nous reprenons ici une expression des enquêtés.

5. *Idem.*

L'appropriation du territoire par la nouvelle bourgeoisie

La vallée connaît une arrivée conséquente de population depuis une quarantaine d'années, notamment des classes moyennes et supérieures. Situé à proximité d'un massif montagneux, ce territoire offre, en effet, de nombreuses aménités environnementales (paysage, climat, qualité de l'eau) et une grande proximité à la vallée du Rhône et ses grands axes de transport. Une ligne ferroviaire traverse la vallée et permet de rejoindre la gare TGV la plus proche, puis Lyon en une demi-heure, Grenoble en une heure et Paris en moins de trois. À partir des années 1990, l'apport migratoire principal provient d'une aire urbaine à proximité – une migration de type périurbain composée de couples avec enfants – mais aussi des aires urbaines de Paris et de Lyon. Il s'agit par ordre d'importance de cadres et de professions intellectuelles supérieures ; de professions intermédiaires ; d'artisans, de commerçants et de chefs d'entreprise ; d'ouvriers et d'employés et d'agriculteurs exploitants. En revanche, le solde d'étudiants et d'élèves est négatif avec l'absence d'établissements d'enseignement supérieur sur le territoire (Insee 2006, 2011). Ces migrations entraînent une nette augmentation des emplois en lien avec la croissance résidentielle, mais aussi d'une tertiarisation de l'économie locale.

La (petite) bourgeoisie culturelle est une composante importante de cet apport migratoire et contribue à transformer durablement le territoire d'accueil. Dès les années 1970, les adeptes du « retour à la nature » appartenant majoritairement à la petite bourgeoisie nouvelle [Léger et Hervieu *op. cit.*] vont s'installer dans la vallée. Quantitativement moins touchée par le phénomène que des territoires voisins comme l'Ardèche ou les Cévennes, la vallée en porte cependant les traces. L'arrivée de néo-paysans s'est traduite dans le domaine agricole

CATÉGORIES	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2016
SOCIOPROFESSIONNELLES							
Actifs de 15 ans et plus (de 15 à 64 ans à partir de 2008)	4 276	4 310	4 632	4 808	5 427	6 063	6 448
Agriculteurs	14,6 %	9,2 %	10,6 %	6,2 %	4 %	3,8 %	2,4 %
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	12,5 %	10,1 %	11,7 %	9,1 %	9,5 %	7,5 %	9,1 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3,5 %	4,5 %	7,1 %	6,8 %	8,5 %	11 %	11 %
Professions Intermédiaires	12,4 %	15,4 %	16,1 %	17,2 %	19,9 %	23,9 %	27,1 %
Employés	16 %	20 %	21,4 %	24,6 %	29,3 %	27,9 %	27,4 %
Ouvriers	41 %	40,8 %	33,1 %	36,1 %	28,8 %	25,8 %	23 %

Tableau 1. Répartition en % de la population active par catégorie socioprofessionnelle de la Communauté de communes de Vian et du Pays de Simans (1968-2016).

Source : Insee-RP 1968-1999 données harmonisées, RP 2008 et RP 2016 exploitation complémentaire.

par une hybridation des pratiques avec les populations d'origine. La filière biologique est ainsi très développée et bien structurée autour d'associations de promotion et de lieux de vente en circuit court. Le territoire a aussi accueilli de nombreux artisans d'art, qui exposent lors des marchés estivaux ainsi que dans de nombreuses boutiques et galeries. Quelques néo-ruraux, parmi les plus établis, ont depuis accédé à des mandats politiques locaux et participent à la mise en place des politiques de préservation de l'environnement et de développement d'un tourisme vert. Depuis les années 1990, le territoire jouit ainsi d'une image «d'éco-territoire de référence»⁶ suite à un important travail de marketing territorial. Au cours des années 1980, l'installation d'une importante compagnie de spectacle et d'un festival de jazz a renforcé l'offre culturelle avec de nouveaux débouchés professionnels. La vallée est de plus en plus prisée par le milieu artistique⁷ et un réseau d'associations et de compagnies propose une offre culturelle fournie. Cette configuration résulte, en grande partie, de l'activisme culturel de cette petite bourgeoisie qui contribue à rendre le territoire attractif pour des individus socialement proches. Outre les artistes et les techniciens du spectacle, de nombreuses personnes travaillant dans les professions de l'information (graphistes, journalistes, documentaristes...) et dans les domaines de la santé et du bien-être s'y installent.

En 1968, Simans est encore majoritairement habitée par des ouvriers quand l'usine textile, principal employeur ferme. L'échec de la reconversion du site industriel a marqué un tournant. En effet, la commune perd rapidement une part importante de sa population (144 habitants entre 1968 et 1975), dont une majorité d'ouvriers. Le solde migratoire redevient légèrement positif entre 1975 et 1982 avec l'arrivée de quelques «néo-ruraux». Cela ne bouleverse pas la composition de la commune qui, par ailleurs, connaît un solde naturel négatif. Une deuxième vague migratoire débute à partir des années 1990 avant de considérablement se renforcer au cours des années 2000. Le solde naturel étant stabilisé, la population passe de 872 à 1 233 habitants entre 1990 et 2016. La part des classes populaires et des agriculteurs diminue constamment, malgré le développement de l'activité viticole. Quant au nombre d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise, il se stabilise avant d'augmenter légèrement, grâce à l'économie présente et touristique. En revanche, la part des professions intermédiaires et des cadres et professions intellectuelles supérieures croît fortement. Si ces évolutions traduisent des changements dans la structure sociale nationale, elles sont aussi et surtout dues aux migrants appartenant à ces catégories dès les années 1980. En effet, la commune bénéficie d'un cadre

6. Label employé par une association de promotion du territoire.

7. Les intermittents du spectacle recensés en 2015 par l'agence locale de Pôle emploi dans un rapport d'étude sont 272, auxquels il faut rajouter 206 personnes, aspirant au statut mais n'ayant pas réalisé le nombre d'heures de travail nécessaires. Cette concentration est comparable, voire supérieure, aux centres urbains du département.

naturel préservé, à proximité des grands axes et accueille une gare TER (transport express régional). Elle se trouve à 30 minutes de l'autoroute et à 20 d'une ville de 8 000 habitants, offrant services, emplois administratifs et de services. Ancien chef-lieu de canton, elle jouit d'une offre commerciale de proximité complète et diversifiée (cafés, boulangerie, boucherie, marché hebdomadaire, épicerie de produits biologiques et magasin de producteurs), d'une offre médicale quasiment suffisante, d'une école communale, d'une crèche et de lieux de diffusion culturelle (bibliothèque, théâtre, salle de spectacle, café associatif...). Plus de cinquante associations entretiennent une vie culturelle dense et variée (marche, tennis, yoga, danse, basket, football, musique, etc.). La commune accueille aussi un club informatique et deux espaces de *coworking*, dont un dédié à la production documentaire. Le poids pris par la petite bourgeoisie culturelle dans l'espace social local se retrouve dans les résultats électoraux : la commune vote majoritairement à gauche – notamment socialiste⁸ – depuis les années 1970. Les élections récentes confirment cette tendance. Le vote écologiste au premier tour des présidentielles recueille lui en moyenne plus du double des scores nationaux depuis l'élection de 1988.

Sur la scène politique locale, une petite bourgeoisie rurale relativement dotée en capital culturel s'affirme face aux élites économiques locales à partir des années 1970. Avant 1977 les conseils municipaux restent composés d'une majorité d'indépendants, agriculteurs ou chefs d'entreprise. Comme dans de nombreuses communes, l'élection de 1977 constitue un tournant [Souchon-Zahn 1991] : une liste menée par un instituteur et des professions intermédiaires du public remporte une large victoire face à une liste menée par un agriculteur, fils d'un ancien maire et comportant cinq conseillers sortants. Entre les années 1970 et 2000, la part des conseillers municipaux autochtones est divisée par trois, la part des professions intermédiaires, des cadres et des professions intellectuelles supérieures augmente sensiblement ainsi que la part de la fonction publique (*voir tableau 2*).

La contestation progressive des prises de rôle sur un registre managérial

Comprendre la genèse de la victoire électorale de la liste « collégiale et participative » implique de s'attarder sur les réseaux qui ont contesté – avec succès – les autorités politiques antérieures. Un groupe va explicitement porter l'impératif participatif et de transparence dès 2007. Le maire d'alors, Jean Kostas, a été élu en 2001 plutôt soutenu par le pôle culturel de la petite bourgeoisie rurale. Il est ingénieur de formation et chef de service dans une

8. Le candidat socialiste au second tour des présidentielles recueille en moyenne plus de 60 % des voix depuis 1974.

CATEGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES	CONSEILS MUNICIPAUX									
	1959	1965	1971	1977	1983	1989	1995	2001	2008	2014
Agriculteurs exploitants	6	5	4	2	2	3	1	1	0	0
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	3	1	2	3	4	1	5	2	3	2
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1	5	3	2	1	2	3	5	4	4
dont professions libérales	1	4	1	0	1	1	0	0	1	0
Professions Intermédiaires	1	1	1	4	3	4	4	3	3	5
Employés	0	1	3	2	4	3	1	2	4	3
Ouvriers	2	1	0	0	0	2	0	1	0	1
Autres personnes sans activité professionnelle ou inconnue	0	0	0	0	1	0	1	1	1	0
TOTAL	13	14	13	13	15	15	15	15	15	15
dont public ou assimilé	1	2	3	6	6	5	5	6	5	6

Tableau 2. Profession et catégorie sociale des conseillers municipaux de la commune de Simans (1959-2014).

Les retraités sont classés selon leur profession antérieure. Source: tableaux répartition des conseils municipaux, archives départementales et municipales.

mairie importante et marié à une professeur d'anglais originaire du village. Ils achètent une résidence secondaire en périphérie de la commune en 1984 et viennent régulièrement sur leur temps libre. Dans les années 1990, Jean intègre une importante association communale qui organise des concerts de musique classique et de jazz, et des expositions de peinture. Il en devient président en 2000. Il est élu maire dans la foulée l'année suivante, avec une liste composée pour moitié de membres de l'association. En accord avec ses dispositions, il endosse la figure d'un élu gestionnaire dont la légitimité est fondée sur ses titres scolaires et ses compétences pratiques, attestées localement par son travail au sein de l'association. Ses colistiers se prévalent aussi de compétences techniques et gestionnaires et relèvent plutôt de la petite bourgeoisie d'exécution du secteur public: inspecteur de l'Éducation nationale, cadres dans des entreprises publiques ou parapubliques... Ils sont quelques-uns à être ou avoir été militants socialistes. Ne pas résider sur place et n'être présent à la mairie que trois jours par semaine éloignent Jean Kostas des activités politiques de «proximité». Il s'investit sur la scène intercommunale et assure un travail de médiation entre l'espace local et les autorités politico-administratives, mais il ne parvient pas à construire un capital politique personnalisé et territorialisé. Son équipe et lui sont accusés publiquement de se comporter comme une «élite socialiste» dont on dénonce à la fois la distance sociale et la politisation (dans une acception partisane).

Au sein de la petite bourgeoisie culturelle, un groupe d'habitants crée un collectif de « veille citoyenne » à la suite d'une décision – celle d'abattre quelques arbres – perçue comme autoritaire. Les deux initiateurs sont formés aux méthodes de l'éducation populaire. Le collectif organise des restitutions verbales des conseils municipaux sur le marché et installe un panneau d'expression libre dans le centre du village. À cette occasion, deux acteurs importants pour la suite, Armel Kacem et Gabriel Duval, futur maire, travaillent ensemble dans une commission jeunesse visant à faire des propositions à la mairie. Un troisième personnage, Valentin Manos, pourtant candidat sur la liste du maire sortant, les rencontre à cette occasion. Cette mobilisation constitue une première tentative de cadrage dépassant la mise en cause du seul comportement individuel du maire et incriminant le fonctionnement municipal dans son ensemble.

Dans ce contexte de forte contestation des sortants⁹, une liste concurrente remporte l'élection municipale de 2008. Elle est composée de candidats appartenant plutôt au pôle économique de la petite bourgeoisie rurale. Victor Guichard, le nouveau maire, diplômé d'une école de commerce et de gestion, arrive dans la région pour travailler au sein de la chambre de commerce. En 1995 il est élu maire d'une petite commune puis conseiller général du canton en 2001. Encarté tardivement au Modem, il dénonce la mainmise du PS dans les instances politiques locales. Il adopte lui aussi un registre managérial, investit fortement la scène politique locale et devient vice-président de la communauté de communes, chargé du développement économique. En parallèle, il réalise un important travail d'ancrage local par la mise en scène constante de son ubiquité [Le Bart 2005], notamment par une forte présence dans les journaux locaux et pendant des activités villageoises comme le marché dominical. Il prend le temps de saluer, serre des mains et fait la bise aux dames. Comme dans l'équipe sortante, ses colistiers ne sont, pour la plupart, pas originaires de la commune et possèdent des compétences techniques importantes. Ils se distinguent cependant de ces derniers par une prédominance du secteur privé : chefs d'entreprise, cadres du privé, artisans... En 2011, Victor Guichard et la présidente de l'intercommunalité portent un projet d'implantation d'un supermarché en périphérie de la commune. Certains entrepreneurs de mobilisation appartenant à la (petite) bourgeoisie culturelle réactivent leurs réseaux – notamment certains membres du collectif de veille citoyenne. Ils créent une association dans le but de porter la mobilisation et recrutent des soutiens dans d'autres milieux sociaux. Ils demandent une réunion publique d'information, éditent des autocollants et tiennent un stand hebdomadaire sur le marché. Face à la mobilisation, l'enseigne de la grande distribution décide finalement de se retirer du projet. De son côté, l'association édite un journal et

9. L'opposition suscitée par cette décision n'est pas limitée à la petite bourgeoisie culturelle étudiée ici.

le diffuse dans le village. L'analyse de cette publication montre qu'il porte déjà des revendications plus larges que le simple retrait du projet.

Ne laissons pas notre démocratie locale prendre la couleur d'une abstention soumise. Les presque quarante associations actives de Simans, son dynamisme culturel et social, son histoire économique, témoignent d'un autre avenir possible. Relevons le défi d'appeler aux légitimités véritables et non contingentes. Celles des citoyens. [...] Donnons la parole à tous les citoyens (et pas seulement tous les six ans), forçons la concertation et l'échange, l'écoute et la parole, seul chemin d'un vivre-ensemble pérenne. Avec responsabilité et conscience des enjeux.

[Extrait de l'éditorial du premier numéro, printemps 2011]

Ce texte traduit une volonté de s'appuyer sur la lutte contre le supermarché pour «mettre en lumière les abus de pouvoir» au niveau local. Les refus successifs de prendre en compte une pétition, puis une consultation, sont l'occasion de communiquer sur ce thème. La poursuite des actions de l'association suite à l'abandon du projet de supermarché en février 2012 atteste de revendications plus larges : présence lors des conseils municipaux et communautaires, création d'un site Internet, diffusion d'un questionnaire visant à cerner les souhaits des habitants... La légitimité du maire apparaît fortement affaiblie suite à la mobilisation, mais au-delà de sa simple personne, c'est la façon même d'endosser le rôle sur un registre managérial qui est mise en cause.

Faire campagne «autrement»

À l'approche de l'élection municipale de 2014, une coalition d'acteurs divers est convaincue de la nécessité de constituer une liste d'opposition face au maire sortant. S'inscrivant dans la continuité des luttes entre fractions différenciées de la petite bourgeoisie, celle-ci est constituée d'une grande majorité d'individus appartenant au pôle culturel. Quelques réunions sont organisées et une opposition se structure rapidement entre les tenants d'une liste classique rassemblés autour de certains militants socialistes locaux, dont l'ancien maire Jean Kostas, et Valentin Manos, ancien participant au collectif de veille citoyenne fortement mobilisé contre le supermarché, qui prône une pratique de la gestion communale collégiale et participative¹⁰. Cinq personnes décident de le soutenir à ce stade et expliquent, en entretien, avoir autant – sinon davantage – suivi la personne que le projet :

10. Quelques principes de base sont posés comme préalable à sa candidature : le travail en commissions ouvertes avec des habitants, l'avancement des dossiers rendus publics (site Internet, affichage public, lettres d'information, réunions publiques) ou l'absence de prérogatives spécifiques octroyées au maire.

Jean même si c'est quelqu'un de chouette, ça ne pouvait pas passer et Valentin il ne partait pas et comme il est quand même indispensable... Il ne partait pas s'il n'y avait pas ce projet-là.
[Entretien, conseiller municipal, mars 2016]

La mobilisation contre le supermarché lui a permis d'accumuler du capital politique, ici attesté par le fait qu'il est «indispensable». Valentin Manos va recruter, entre autres, dans les réseaux précédemment évoqués, notamment Armel Kacem et Gabriel Duval. Tous deux issus du travail social, ils vont s'appuyer sur certaines de leurs compétences professionnelles pour introduire et imposer de nouvelles façons de faire campagne.

Des entrepreneurs de changement issus de l'animation socioculturelle

Le premier, Armel Kacem, est né en 1972 à Alger d'un père pharmacien et militant politique algérien et d'une mère française. Suite à une séparation, Armel grandit en France avec sa mère, devenue secrétaire, et voit peu son père resté en Algérie. Afin de financer ses études d'économie et de sciences de l'éducation, il passe le Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa). Suite à un échec au concours d'enseignement dans le secondaire, il va finalement faire carrière dans l'animation socioculturelle et l'éducation populaire. Il devient formateur chez les Francas puis chez Temps jeune, deux structures laïques tournées vers l'organisation de colonies de vacances. Il continue à se former, obtient différents diplômes dans l'animation, puis un master 2 en expertise, développement des entreprises de l'économie sociale. Il occupe différents postes en France avant de prendre la direction d'un centre social à proximité. Il n'a jamais adhéré à un parti ni à un syndicat, mais évoque une sensibilité politique de gauche. Le second et futur maire, Gabriel Duval, est lui aussi né en 1972 dans une commune des Yvelines, d'un père facteur et d'une mère femme de ménage. Après une scolarité difficile et l'obtention d'un brevet d'études professionnelles (BEP) vente, il exerce un temps comme vendeur – notamment dans une boutique de sport nature – puis se passionne pour le voyage. Au retour d'un voyage en solitaire jusqu'en Inde, il intègre une communauté laborieuse et spirituelle dans l'Hérault. Lui aussi titulaire du Bafa, il alterne des périodes de travail dans l'animation socioculturelle, de vie communautaire et de voyages. Il passe ensuite un diplôme supérieur et devient directeur de centre de vacances puis encadrant de séjours à l'étranger pour jeunes. Il trouve en parallèle un poste de veilleur de nuit dans une structure pour personnes handicapées.

Ces parcours attestent d'un rapport conflictuel à l'institution scolaire, qui dans les deux cas, ne leur a pas fourni de titre scolaire immédiatement monnayable sur le marché de l'emploi. L'accès à une activité professionnelle résulte d'une trajectoire interrompue, dans laquelle la formation par la pratique et le capital culturel non certifié ont joué un rôle important. Ces caractéristiques typiques de la «petite bourgeoisie nouvelle» [Bourdieu *op. cit.*] ont des effets

structurants sur leur pratique professionnelle mais aussi politique. Si Gabriel évoque quelques expériences militantes brèves, notamment dans le réseau Sortir du nucléaire et au sein du Mouvement pour la Terre et l'humanisme¹¹, les expériences militantes au sens strict – au sein d'organisations politiques – ne constituent pas des éléments centraux de leur socialisation politique. Tous les deux, en revanche, construisent un rapport politique à leur activité professionnelle tout en critiquant fortement la sphère politique institutionnalisée.

Une conscience politique qui s'est aussi construite très largement dans les centres sociaux et avec les personnes que j'ai pu rencontrer dans ces milieux-là [...]. Il y a quelques phrases comme ça qui ont marqué mon parcours, comme « personne ne développe personne » [...] qui m'ont amené à être assez clair sur cette dimension d'accompagnement [...]. Sur le fait qu'on avait une espèce de posture d'accompagnement qui était côte à côte avec les individus, et surtout pas devant.

[Entretien, Armel Kacem, décembre 2015]

Ce que nous vivons actuellement au sein de cette dynamique citoyenne m'émeut et me ravit. Ce [que] j'ai appris des mouvements issus de l'éducation populaire et nouvelle (courant pédagogique) se concrétise à l'échelle locale et territoriale et nous ne sommes pas les seuls ! Le monde change et nous sommes acteurs de ce changement [...]. Je crois que l'on peut inventer, expérimenter et incarner l'utopie d'une nouvelle gouvernance : à l'écoute, équitable, bienveillante et claire [...].

[Extrait d'un document de présentation de candidature, Gabriel Duval, mars 2014]

De nombreuses caractéristiques de l'animation socioculturelle se retrouvent ainsi dans le discours militant participationniste. Cette branche du travail social¹², qui s'est développée sous la forte influence de l'Éducation populaire, vise à organiser et à mobiliser des personnes ou des groupes en vue d'un changement social. La relation d'aide y est perçue comme horizontale et s'appuie sur des pratiques d'accompagnement et des dispositifs d'accueil et d'écoute, selon « l'idée qu'une bonne prise en charge ne peut être construite sans l'assentiment de la personne aidée » [Ion et Ravon 2005 : 81]. Armel évoque en effet « une espèce de conception que l'assistantat n'est pas la réponse à la question et que l'animateur social a un autre type d'accompagnement à proposer » (entretien, décembre 2015). Les animateurs socioculturels se caractérisent aussi par le goût pour l'innovation, ce que Francine Muel-Dreyfus [1983] appelle « l'innovation pour l'innovation » : à savoir un attrait pour le changement dans leur pratique

11. Mouvement fondé en 2006 par Pierre Rabhi et dirigé par Cyril Dion, devenu depuis les « Colibris ».

12. Avec l'assistance sociale et l'éducation spécialisée.

professionnelle. Or ces caractéristiques, à savoir l'idée de « faire avec » plutôt que « faire pour » [Karsz 2004] et le goût pour l'innovation sont omniprésentes dans leur discours politique.

Simans, c'est devenu un centre social, un centre social à ciel ouvert. Un endroit où on ne fait qu'accompagner des projets d'habitants. Un endroit où on fait en sorte que les habitants prennent en main la destinée, le bien commun, leur bien commun qu'est le village. Donc c'est un rêve de directeur de centre social ce qui se passe ici.

[Entretien, Armel Kacem, décembre 2015]

Enfin, une dernière spécificité professionnelle paraît structurante, celle du rapport ambigu avec le personnel politique qui nourrit un discours critique. L'interdépendance accrue entre élus locaux et travailleurs sociaux expose ces derniers au monde politique local qui se retrouve dorénavant en capacité d'intervenir directement sur leurs conditions de travail. Armel a, par exemple, été confronté à la mise en régie par la commune d'une structure associative qui l'employait. Il a aussi participé – en tant que directeur de centre social – à une mobilisation d'habitants afin de réclamer des travaux au bailleur social. Placé dans une situation de médiateur entre les habitants et les pouvoirs publics, il va se sentir trahi par ces derniers et les accuse d'avoir seulement voulu l'utiliser pour « étouffer » la mobilisation. Gabriel Duval, lui, a connu une période difficile professionnellement, qu'il attribue à une série de réformes du secteur social intervenues pendant les années Chirac (entretien, mars 2016).

Leur engagement participationniste – et la contestation du personnel politique qu'il porte – possède donc de nombreuses caractéristiques communes avec leur activité professionnelle et illustre la porosité entre les sphères militante et professionnelle, celles-ci pouvant être fortement imbriquées, voire se confondre [Champy et Israël 2009]. Le travailleur social, *a fortiori* l'animateur socioculturel, qui se définit « de moins en moins comme assistant, mais plutôt comme soutien technique à l'auto-organisation, comme libérateur de spontanéité » [Ion et Ravon *op. cit.* : 90] évolue dans un univers de sens qui le rend particulièrement réceptif à ce type d'engagement.

L'importation de savoirs professionnels dans la campagne

Cette porosité entre les sphères politique et professionnelle pose la question de ses effets : comment s'influencent et se transforment mutuellement savoirs professionnels et répertoire de mobilisation électorale [Desrumaux et Lefebvre 2016] ?¹³ En l'espèce, Armel Kacem et Gabriel Duval sont formés au « développement du pouvoir d'agir » et importent dans la sphère politique des compétences forgées dans leur univers professionnel. Les dispositifs de prise

13. Faute d'observations dans la sphère professionnelle, nous traitons ici des effets de leurs pratiques professionnelles sur leurs pratiques politiques, et non l'inverse.

de parole et d'animation – fréquemment utilisés dans le travail social et l'animation socio-culturelle – vont être transposés dans le cadre de la campagne électorale.

Je propose que si campagne il doit y avoir, de faire une campagne exemplaire et du coup de mettre en œuvre une vraie démarche de participation pendant la campagne. Il se trouve que moi pour faire ça je dispose d'outils, parce que c'est mon boulot, d'animation de collectif, de réunions publiques. Les outils, que j'ai, me permettent de maîtriser la parole, de faire en sorte qu'il n'y ait pas de prise de pouvoir et de vraiment mettre en exergue des paroles d'habitants.

[Entretien, Armel Kacem, décembre 2015]

Une première réunion publique est organisée à l'aide de ces méthodes. Le tract pour l'annoncer possède les caractéristiques classiques d'un document de campagne : format, slogan, programme en trois points, contacts... Seules la mention « liste collégiale et participative » et une longue liste de personnes signataires évoquent l'innovation. Parmi les 120 personnes présentes, de nombreux participants pensent prendre connaissance de l'offre électorale et s'attendent à assister au traditionnel temps fort de l'élection municipale dans les petites communes [Barone et Troupel 2008]. Or, les chaises sont disposées en arc de cercle et l'un des initiateurs prend la parole pour un discours introductif très court expliquant qu'il n'y a « ni liste, ni programme » et que cette réunion vise à dresser un diagnostic du village. Les participants sont priés de choisir parmi un des huit thèmes proposés et d'intégrer le groupe de travail correspondant. Certains aspects de la réunion publique traditionnelle ont été conservés – le lieu, l'annonce et le discours introductif – mais la scénographie introduit aussi de l'inédit. L'apport de M. Abélès [1990 : 59] est ici éclairant :

L'efficacité symbolique des rites politiques a deux aspects : d'un côté, il est clair que le rite prend acte, ou plutôt met en actes des rapports de pouvoir et donne à voir la capacité des protagonistes à représenter adéquatement le groupe et ses aspirations ; pour une autre part, le rite peut aussi modeler une situation, introduire de l'inédit, mettre en scène l'innovation qui ne peut faire l'objet d'un discours. Le premier aspect de l'efficacité symbolique du rite pourrait être qualifié de régulateur, le second d'innovateur.

Deux dimensions symboliques ressortent de la mise en scène adoptée et relèvent de ce second aspect. La première est la « désacralisation » des autorités politiques présentes. Le maire en exercice et l'ancien maire sont présents, mais se retrouvent sans tribune du fait de l'absence de distinction entre la scène et le public. Ils choisissent comme tout le monde une thématique et se retrouvent face à un auditoire limité d'une dizaine de personnes et sont donc ramenés symboliquement au rang de simples citoyens. La seconde est le fait que le public soit amené à être actif, à savoir débattre et donner son avis sur une thématique

particulière. La scénographie met en scène la capacité d'agir des habitants et participe donc à légitimer le discours participationniste¹⁴. L'assemblée unie des citoyens est ici visible. La plupart des participants et des organisateurs évoquent d'ailleurs cette réunion comme un moment important, comme l'acte fondateur de l'expérience et s'en rappellent précisément.

Armel Kacem et Gabriel Duval ont recours à des techniques professionnelles pour parvenir à ce résultat : animateurs formés en amont, déroulé très précis (temps d'inclusion, diagnostic, orientations, évaluations, suites à donner), outils permettant un vote pondéré... Le discours de clôture de la réunion propose une redéfinition du rôle de l'élu et enjoint les éventuels volontaires à rejoindre le groupe. Une deuxième réunion, fixée un mois plus tard, rassemble cette fois 90 personnes et prolonge le travail par thématique selon des modalités d'organisation similaires à la première. Les matériaux recueillis pendant ces réunions permettent d'élaborer un programme autour d'une trentaine de projets. Mais la dimension programmatique de la campagne est relativement secondaire tant l'argument de campagne principal reste de «faire de la politique autrement». Ces réunions permettent de constituer un groupe de sympathisants d'une centaine de personnes qui se sont déclarés volontaires pour participer à la suite de la campagne et à de futures commissions en cas de victoire électorale. La moitié d'entre eux sont ou ont été membres de l'association créée pendant la mobilisation contre le supermarché, actant l'importance des interrelations tissées au sein de la mobilisation et une grande partie appartient au pôle culturel de la petite bourgeoisie locale.

Les constantes du recrutement politique

Si la possibilité est ouverte à tous de rejoindre la liste pendant la campagne, les logiques de recrutement par cooptation restent prédominantes, tout comme celles relatives à l'auto exclusion des classes populaires. Les innovations introduites permettent de «faire campagne autrement», mais ne permettent que très partiellement de recruter autrement. Sur les 21 inscrits comme volontaires pour intégrer la liste à l'issue des deux réunions publiques, 12 personnes étaient déjà présentes dans le groupe informel avant même la première réunion publique et plus de la moitié ont été adhérents à l'association porteuse de la mobilisation contre le supermarché. Le groupe de volontaires est composé de quatre enseignants (dont une universitaire), quatre travailleurs sociaux, un ingénieur, une architecte, un artiste, un géobiologue, un médecin, un étudiant, une comptable, un employé d'imprimerie.... La sélection des candidats est l'occasion de voir – assez classiquement – la mise en concurrence de diverses

14. Nous n'avons pas assisté à cette réunion, la description qui en est faite correspond à une reconstitution *a posteriori* à partir d'archives et de photos de participants, nous ne sommes donc pas en mesure d'apprecier si la scénographie a permis de modifier les conditions de production d'une parole collective.

formes de capital. Gabriel Duval, l'un des deux entrepreneurs de changement évoqués plus haut, est choisi comme tête de liste pour son engagement et sa disponibilité. La moyenne d'âge des membres inscrits est sensiblement la même que celle des précédentes. En revanche, la liste comprend une plus forte proportion de cadres et de professions intellectuelles supérieures. Elle est ainsi majoritairement composée, comme de nombreuses listes depuis l'élection de 1977, de membres de la petite bourgeoisie rurale, avec ici une prédominance de la petite bourgeoisie culturelle. Les innovations politiques introduites n'ont donc pas bouleversé les logiques de sélection sociale par la détention d'une compétence politique. Seules deux personnes appartiennent aux classes populaires mais possèdent des propriétés distinctives importantes. Tous les deux travaillent dans le secteur public, l'un est chef d'équipe dans une collectivité territoriale aux espaces verts et l'autre à l'équipement. Ils sont nés et ont grandi au village, l'un – Pierre Brunet – y a passé sa vie et appartient à une famille connue localement qui a déjà fourni plusieurs conseillers municipaux. Il est inséré dans de nombreux réseaux de sociabilités populaires et bénéficie d'un capital d'autochtonie important.

Les effets symboliques de l'innovation

Le discours de campagne va s'articuler principalement autour de la mise en avant d'une méthode, plutôt que d'un programme : demander leur avis aux gens et construire l'action politique de façon pragmatique en fonction des demandes. Ce discours est relativement consensuel et fait appel au bon sens, soit à la légitimité que l'on confère aux évidences de la vie quotidienne. Le registre participatif peut ainsi être considéré comme une « variation de l'apolitisme » [Le Bart 2003 : 37], majoritairement à l'œuvre dans les espaces politiques municipaux, *a fortiori* ruraux. Cet aspect rassembleur peut favoriser la bonne réception du discours participationniste dans des milieux sociaux variés et contribue certainement à la victoire électorale¹⁵. Pourtant, la plupart des habitants du village qu'ils soient favorables ou non à la municipalité évoquent un renforcement des « clivages »¹⁶ dans le village après l'élection.

Se distinguer dans la prise de rôle mayorale

Le contexte et la socialisation au sein du groupe de campagne va donner une certaine représentation de la fonction de maire en opposition des anciennes

15. Attribuer la victoire électorale à l'adhésion massive de la population au projet participatif constitue un biais intellectualiste évident, qui plus est dans un espace villageois où les interconnaissances sont fortes. La liste comporte, en effet, des acteurs bénéficiant d'une forte notoriété au sein de l'espace social local.

16. L'expression est récurrente dans de nombreux entretiens et de nombreuses discussions.

manières de faire incarnées, par le maire sortant. La concentration du pouvoir municipal est dénoncée et l'existence même d'un maire est remise en question : « il y a eu plein d'idées, est-ce qu'on est obligé d'avoir un maire ? Est-ce qu'on ne pourrait pas le faire tourner ? » (entretien, conseiller municipal, mars 2016). Plus largement, cette rupture implique une logique de différenciation identitaire par rapport aux manières de faire et d'être les plus typiques du personnel politique. Le nouveau maire s'appuie pour cela sur ses propriétés sociales déjà évoquées : issu du travail social et formé à l'éducation populaire, il envisage son rôle comme celui d'un simple « animateur de l'équipe municipale » (entretien, avril 2017). Les dispositifs symboliques porteurs d'une personnalisation du pouvoir sont en partie abolis. L'équipe municipale bouleverse, par exemple, la cérémonie des vœux, qui était jusque-là un discours de l'élu suivi d'un verre de l'amitié. Si ce dernier a été conservé, le déroulé a été modifié : tous les élus sont présents sur l'estrade, chaque binôme prend la parole pour présenter l'avancée des dossiers. Le bulletin municipal ne comporte pas de mot du maire introductif et l'éditorial est toujours signé par l'équipe municipale. Les invitations officielles (repas des anciens, des pompiers, tournois de pétanque, inaugurations d'exposition...) sont assurées par différents élus. Le maire refuse aussi – au moins dans un premier temps – de faire comme son prédécesseur : « serrer des pinces » et « faire la bise aux dames », comportement qui donne l'impression d'être en « campagne permanente » (entretien, mars 2016). Ces éléments façonnent l'image d'un maire distant, voire absent, pour les habitants les plus éloignés des dispositifs participatifs et de l'institution municipale. Ce partage se retrouve dans la presse locale. Pendant l'année 2009, soit la première année civile complète de son mandat, le maire précédent est apparu en photos 114 fois dans les deux journaux locaux. Il porte un costume ou une chemise sur l'intégralité des photos et la présence de son premier adjoint est anecdotique. En 2015, soit au même moment pour la mandature suivante, le nouveau maire apparaît 53 fois, soit moins que sa première adjointe (73 fois) et ne porte pas de costume. D'ailleurs, il s'agit la plupart du temps de photos de groupe, ne mettant pas en avant le maire par rapport aux autres élus.

Le fonctionnement concret de la municipalité induit, lui aussi, des effets pratiques et symboliques importants. Le principe de collégialité vise à redistribuer le pouvoir à l'ensemble des élus et à prendre les décisions de façon collective. Ils disposent chacun d'une délégation de fonction et chaque compétence est organisée en binômes ou trinômes. Le maire et sa première adjointe constituent un « binôme de tête », dont « le rôle est d'animer et de coordonner l'ensemble des élus » (document de présentation du fonctionnement municipal, avril 2014). Ce fonctionnement implique d'orienter les demandes des citoyens vers les élus compétents en fonction de leur objet et non vers le maire, lequel tente, avec son équipe, de mettre fin à la pratique des courriers adressés à « Monsieur le Maire » et aux rencontres en tête-à-tête dans son bureau. Cependant, et comme l'évoque la première adjointe, « les courriers sont encore

adressés à Monsieur le maire et quand il y a un problème, c'est aussi lui qu'on va voir» (entretien, conseillère municipale, mars 2016). Refuser ces pratiques qui permettent traditionnellement à l'édile de signifier une forme de proximité avec ses administrés expose le nouveau titulaire à la critique. Le renvoi vers les binômes d'élus compétents en fonction des demandes peut être perçu comme une absence de considération et renforce la distance sociale. Les critiques conduisent d'ailleurs l'équipe municipale à repréciser le fonctionnement municipal dans un éditorial du bulletin municipal à mi-mandat.

LETTRE A M. LE MAIRE... Il est légitime pour tous les citoyens de pouvoir s'adresser directement à sa commune et en particulier au maire. À Simans, depuis l'élection municipale 2014, les élus "Autrement pour Simans, tous ensemble" ont changé la gouvernance de la commune. Bien que le cadre légal et juridique soit respecté, la manière de faire et d'agir au quotidien ou pour les projets a bousculé le schéma traditionnel et le rôle du maire [...]. Ainsi, lorsque vous sollicitez par courrier, mail ou en mairie un rendez-vous avec le maire, il est normal que [l'agent d'accueil] vous demande de préciser le sujet de votre interpellation afin de vous orienter plus efficacement vers le binôme de la compétence adéquate et non pas forcément vers le maire.

[Extrait de l'éditorial du bulletin municipal n° 18, hiver 2017]

Plus largement, les relations individualisées entretenues par le maire avec les citoyens, parfois perçues dans les petites communes rurales comme une forme de concertation suffisante¹⁷, tendent à être remplacées par des dispositifs participatifs impersonnels et ouverts à tous. La détention de capital d'autochtonie, qui pouvait autoriser à solliciter un rendez-vous avec le maire, se trouve dévaluée au sein des dispositifs, car mise en concurrence avec d'autres types de ressources plus légitimes. Ici, c'est davantage les compétences en matière de prise de parole et la détention de capital culturel qui compte. Ce phénomène participe d'un processus plus large de dévaluation du capital d'autochtonie dans différents domaines de la vie sociale et suscite des critiques chez les membres des classes populaires qui en bénéficiaient. Ainsi, à une impression de « distance » symbolique s'ajoute une transformation des ressources nécessaires pour accéder à l'institution qui peut produire des effets – non souhaités – de clôture de certaines voies d'accès des demandes sociales.

Mises en récit concurrentes et violence symbolique

Les personnes dotées d'un fort capital culturel – élues ou non – possèdent leur propre représentation de la nouvelle municipalité. Elles insistent dans l'ensemble sur le caractère novateur de la gestion communale et la présente comme

17. Par exemple, le maire d'une commune voisine nous dit que, pour lui, « la démocratie participative c'est tous les matins au bistrot » (entretien, avril 2017).

une « expérience » inédite. Elles mettent en avant le système complexe des différentes instances comme l'usage de questionnaires ou des outils informatiques pour recueillir l'avis de la population. Ces innovations politiques rencontrent un réel succès auprès des journalistes et sont présentées dans de nombreux articles sur la commune, qui tendent à en faire un lieu paradigmatique de la « politique autrement », voire un « laboratoire de la démocratie rurale » (extraits d'articles de presse). L'innovation a ainsi fait l'objet d'une quarantaine d'articles, dont de nombreux dans la presse nationale à grand tirage¹⁸ et de nombreux reportages à la télévision¹⁹ et à la radio²⁰.

La diffusion de cette image sociale permet à certains d'accumuler des profits symboliques importants. Au sein de l'équipe municipale, ces gratifications peuvent constituer des rétributions importantes pour certains élus. Ils ont ainsi été invités à douze reprises dans des colloques pour venir témoigner de leur expérience²¹. Ce capital symbolique a d'ailleurs permis d'obtenir le soutien matériel et humain de différentes institutions sensibles aux innovations politiques (Fondation de France, Commission nationale du débat public). Pour certains habitants, cette image sociale peut aussi constituer le support d'activités professionnelles rétribuées : vente de prestations de conseil et de formation (entre autres Armel Kacem), réalisation de reportages journalistiques et de documentaires, rédaction d'un livre sur la commune (un est en cours d'écriture)... Elle contribue, enfin, à une certaine attractivité du territoire puisqu'elle attire des curieux, voire de nouveaux habitants²².

Cette mise en récit qui emprunte au registre de l'exceptionnalité n'est cependant pas partagée par tous et suscite des réactions d'opposition. La rupture avec la continuité historique de la commune qu'elle implique participe d'une dévaluation du capital d'autochtonie, fondé sur l'insertion prolongée dans des réseaux de sociabilité locaux et la reconnaissance d'un engagement qui s'inscrit dans la durée. Cette image sociale met en effet au centre la détention de capital culturel : ce qui compte, ce n'est plus d'être dépositaire de l'histoire locale, mais d'être capable de discuter méthodes, dispositifs et démocratie dans les catégories dominantes d'appréhension du politique. Le traitement médiatique suscite donc d'importantes critiques chez les classes populaires en partie

18. Parmi les 38 articles de presse recensés, nous dénombrons : dix dans la presse spécialisée et militante ; six dans la presse d'information générale (dont *Le Monde* à deux reprises, *La Croix*, *Le JDD*, *L'Humanité*...) ; six dans la presse magazine (*Paris Match*, *M le magazine du Monde*...) ; quatre dans la presse quotidienne régionale ; trois dans la presse étrangère ; deux dans la presse professionnelle (*Maires de France*, *Urbanités*) et sept dans la presse en ligne (*Reporterre*, *Médiapart*...).

19. Cinq des six chaînes hertziennes y ont consacré un reportage.

20. Par exemple, France Culture y fait mention à deux reprises et y consacre une émission entière.

21. Différents colloques organisés par des médias nationaux, des institutions publiques (comme le Conseil économique et social) et des universitaires.

22. Certains habitants arrivés récemment, appartenant tous au milieu culturel, évoquent le rôle joué par la nouvelle municipalité dans leur choix résidentiel.

dépossédées de l'image sociale du village. Une habitante à la retraite, ancienne employée et originaire du village, évoque par exemple en entretien son aversion pour les journalistes, car «ils ne parlent de Simans que pour la nouvelle municipalité» et se demande même si «le maire ne les a pas payés pour ça» (entretien, avril 2017). Pierre Brunet, élu le plus inséré dans les réseaux de sociabilités populaires, est d'ailleurs critique vis-à-vis de la couverture médiatique: «je n'ai pas que ça à faire de me mettre devant les micros pour dire: "la démocratie participative ceci cela", il y en a qui savent faire pour le dire (toux nerveuse)» (entretien, mars 2016). Il ne manque pas une occasion de parler du village comme il le perçoit, en évoquant les lieux de sociabilité qui comptent (ou ont compté): le football, le basket, les pompiers, les onze bars de l'époque... Il met un point d'honneur à faire savoir que le village ne se résume pas au schéma d'organisation de sa mairie. Son discours sur Simans donne une représentation plus ajustée à ses perceptions mais aussi à ses ressources. Par ce recours à l'histoire locale, il lutte contre la dévaluation du capital d'autochtonie induite par la primauté du recours au «participatif». Cette dévaluation n'est pas le seul fait de la nouvelle municipalité, elle résulte d'évolutions sociodémographiques déjà évoquées et des transformations plus générales du pouvoir local. Cependant, le fait d'imposer cette représentation novatrice renforce symboliquement le phénomène.

Conclusion

À certains égards, le «participatif» s'oppose donc ici – en pratique – au «populaire». Il constitue le support de stratégies plus ou moins conscientes de distinction menées par la (petite) bourgeoisie culturelle. Dans un contexte favorable, la phase de campagne est l'occasion pour des entrepreneurs de changement de porter cette innovation politique et de s'imposer sur la scène politique municipale. Cependant, il apparaît qu'indépendamment des volontés, elle génère une distance pratique et symbolique avec les classes populaires. Paradoxalement, l'innovation politique étudiée prolonge, sous des modalités différentes, la technicisation de la vie politique municipale et le renforcement de la sélectivité sociale qu'il produit. Il ne s'agit pas, ici, de dénoncer, mais simplement de comprendre et d'analyser les rapports de dominations sous-jacents à toute relation sociale – *a fortiori* politique. En l'espèce, la valorisation de la diversité sociale et culturelle qui sous-tend la démarche étudiée est sincère, les rapports de domination posent donc un inextricable problème moral [Lechien 2013] qui contribue largement à les invisibiliser.

Mario Bilella

doctorant, Université de Paris 1,
Centre européen de sociologie et de science politique (UMR 8209), Paris

Bibliographie

- ABÉLÈS, Marc**, 1990, « Rituels de campagne : l'élection municipale de 1989 à Auxerre », *Mots* 25 : 43-63.
- BARONE, Sylvain et Aurélia TROUPEL**, 2008, « Les usages d'un mode de scrutin particulier. Les élections municipales dans les très petites communes », *Pôle Sud* 29 : 95-109.
- BIDOU, Catherine**, 1984, *Les aventuriers du quotidien, essai sur les nouvelles classes moyennes*. Paris, Presses universitaires de France (« Économie en liberté »).
- BOURDIEU, Pierre**, 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Minuit (« Le Sens commun »).
- BRUNEAU, Ivan et Nicolas RENAHY**, 2012, « Une petite bourgeoisie au pouvoir. Sur le renouvellement des élus en milieu rural », *Actes de la recherche en sciences sociales* 191-192 : 48-67.
- CHAMPY, Florent et Liora ISRAËL**, 2009, « Professions et engagement public », *Sociétés contemporaines* 73 (1) : 7-19.
- DESROMAUX, Clément et Rémi LEFEBVRE**, 2016, « Pour une sociologie des répertoires d'actions électorales », *Politix* 113 (1) : 5-16.
- GUIONNET, Christine**, 2005, « La "politique autrement" entre récurrences et réinvention », in J. Lagroye, P. Lehingue et F. Sawicki (dir.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*. Paris, Presses universitaires de France (« Publications du Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie ») : 117-143.
- ION, Jacques et Bertrand RAVON**, 2005, *Les travailleurs sociaux*. Paris, La Découverte (« Repères »).
- KARSZ, Saül**, 2004, *Pourquoi le travail social ? Définitions, figures, clinique*. Paris, Dunod (« Santé, social »).
- LE BART, Christian**, 2003, *Les Maires. Sociologie d'un rôle*. Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion (« Espaces politiques »). — 2005, « Métier politique et ubiquité : l'art d'être là », in C. Le Bart et R. Lefebvre (dir.), *La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques*. Rennes, Presses universitaires de Rennes (« Res publica ») : 145-166.
- LECHIEN, Marie-Hélène**, 2013, « "Petite bourgeoisie nouvelle" ou "nouvelles couches moyennes salariées" ? Retour sur un débat et sur un enjeu, la domination », in P. Coulangeon et J. Deval (dir.), *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*. Paris, La Découverte (« Recherches ») : 255-265.
- LÉGER, Danièle et Bertrand HERVIEU**, 1979, *Le retour à la nature. « Au fond de la forêt... l'État »*. Paris, Le Seuil (« Espacements »).
- MUEL-DREYFUS, Francine**, 1983, *Le métier d'éducateur. Les instituteurs de 1900 / Les éducateurs de 1968*. Paris, Minuit (« Le Sens commun »).
- PARANTHOËN, Jean-Baptiste**, 2013, « Processus de distinction d'une petite-bourgeoisie rurale. Le cas d'une "association pour le maintien de l'agriculture paysanne" (AMAP) », *Agone* 51 (2) : 117-130.
- RENAHY, Nicolas**, 2010, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards sociologiques* 40 : 9-26.
- RETIÈRE, Jean-Noël**, 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix* 63 : 121-143.

SOUCHON-ZAHN, Marie-Françoise, 1991,
« Les nouveaux maires de petites
communes. Quelques éléments
d'évolution (1971-1989) », *Revue française de science
politique* 41 (2) : 197-234.

VIGNON, Sébastien, 2016,
« Des maires en campagne(s).
Transformations des répertoires de
mobilisation électorale et des registres
de légitimité politique dans les mondes
ruraux », *Politix* 113 (1) : 17-42.

Résumé

Prôner la participation, chercher la distinction.

Petite bourgeoisie culturelle et innovation politique

À partir d'une enquête de terrain monographique dans un village français, ce texte montre ce qu'une innovation politique doit à la position sociale de ceux qui la portent. La campagne électorale, puis la mise en place d'une gestion municipale collégiale et participative, constitue à bien des égards une opportunité de se distinguer pour une petite bourgeoisie culturelle. Bien que ses discours prônent une autre façon de faire de la politique, les logiques sociales maintiennent malgré tout à l'écart les classes populaires.

Mots clés : autochtonie, capital culturel, démocratie participative, distinction, innovation politique, médiatisation, petite bourgeoisie, village.

Abstract

Encouraging participation, seeking distinction:

Political innovation and the cultural middle class

Working from a case field study, this article shows the extent to which political innovation is determined by the social position of those who develop and lead it. In many respects, an election campaign and the establishment of a collegial and participative way of managing a municipality can give the cultural middle class an opportunity to distinguish itself. Yet, although this inclusive discourse advocates doing politics differently, social mechanisms continue to sideline the working class.

Keywords : home-grown, cultural capital, participatory democracy, distinction, political innovation, media coverage, middle class, village.